



Communiqué de presse

Rapport sur les mesures d'accompagnement de l'ALEA

Guère rassurant pour l'agriculture romande

L'Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture (AGORA) a pris connaissance du rapport du groupe de travail « Mesures d'accompagnement dans le cadre d'un accord de libre-échange agroalimentaire (ALEA) ». Les 83 mesures retenues dans ce rapport ne sont pas de nature à rassurer l'agriculture romande. D'une part, elles sont extrêmement hétérogènes et, pour certaines, politiquement inacceptables. D'autre part, la répartition des moyens entre les différents acteurs de la filière agroalimentaire et le financement des mesures ne sont absolument pas abordés.

Le rapport adopté aujourd'hui par le Conseil fédéral dresse une longue liste de mesures permanentes et transitoires destinées à accompagner, le cas échéant, un accord ALEA ou un accord OMC. Certaines mesures sont très détaillées et argumentées, avec des comparaisons utiles avec la pratique de l'Union européenne. D'autres mesures sont purement déclamatoires ou ont été clairement rejetées jusqu'ici sur le plan politique, à l'exemple de la suppression des effectifs maximums d'animaux. Toute une série de mesures proposées n'ont absolument rien à voir avec de futurs accords internationaux, à l'exemple des allègements dans l'imposition des gains de liquidation pour les entreprises agricoles. L'hétérogénéité des mesures, qui relèvent d'un véritable inventaire à la Prévert, et l'absence de priorisation ne permettent pas à AGORA de dissiper les doutes quant à une concrétisation de ces mesures. La publication du rapport ne permet pas de mieux savoir quels instruments seraient effectivement mis en œuvre et surtout comment ils seraient financés.

Avec l'élargissement des mesures d'accompagnement à l'ensemble du secteur agroalimentaire, un financement, même partiel, par le budget ordinaire de l'agriculture, est exclu. Des moyens supplémentaires considérables seront nécessaires, mais la disponibilité de ceux-ci tomberont sous la législation du frein aux dépenses et à l'endettement, avec l'obligation de trouver de nouvelles recettes (hausse de la TVA ?) ou de faire des économies ailleurs dans le budget.

Ce rapport n'est pas de nature à modifier la position d'AGORA et sa stratégie d'opposition à l'OMC et à l'ALEA. Au contraire, il apporte la preuve, au vu des nombreuses mesures d'accompagnement et des moyens financiers nécessaires, que de tels accords sont irréalistes. Concernant l'ALEA, le Conseil fédéral serait bien avisé de retirer ce projet pour lequel il n'a simplement pas les moyens de ses ambitions.

Lausanne, le 8 juillet 2009

AGORA